La Commune

La dette ? Mais quelle dette ?

Chronique d'une fin de Régime

Dire que le pays connaît une crise politique inextricable, c'est rappeler une évidence. Dire que la combinaison de cette crise politique
avec le tsunami économique qui secoue la planète provoquera un séisme social d'une ampleur rarement atteinte n'est plus
vraiment un pronostic mais une prévision hautement probable. Dire qu'au lendemain des présidentielles, tout gouvernement qui
ne rompt pas avec le FMI et l'Union européenne et qui accepte donc le paiement de la dette sera conduit à prendre des mesures
destructrices contre l'ensemble de la population, dans tous les aspects de la vie quotidienne, c'est ce que tout le monde sait ou
pressent. Le brouillage de campagne des candidats les plus en vue ne dupera qu'eux-mêmes

Au lendemain des élections législatives de 1932, le parti socialiste posa au Parti radical une série de conditions à sa participation à un gouvernement de coalition, dont celle-ci : la réalisation de l'équilibre budgétaire par d'autres moyens que la réduction des dépenses sociales et la réduction des salaires. Le parti radical, parti bourgeois jusqu'à la moelle, rejeta cette condition. C'était le parti pivot de la III ème république finissante. Dans son élan, le parti socialiste revendiquait " le retour à la nation du monopole privé des assurances ". On imagine mal François Hollande balbutier de telles exigences. Ses challengers de la " primaire ", et Montebourg au premier chef n'y ont pas pensé une seule seconde pas plus que l'autre éminent représentant de la gauche du PS, Gérard Filoche qui soutenait Aubry. Leur but, c'est d'arriver au pouvoir et c'est d'y arriver en prenant le moins d'engagements possibles, en dévoilant le moins possible leurs intentions réelles. Ils pensent y arriver en prenant appui sur l'aspiration à chasser Sarkozy. Mais cette aspiration de la population à en finir avec Sarkozy à un contenu social qui n'échappe à personne, elle renferme la volonté d'en finir avec sa politique et de le remplacer par un gouvernement qui prenne des mesures sociales hardies, à commencer par l'annulation de la Dette illégitime. Force est de constater que ce n'est pas cette voie-là que prend le candidat du PS.

A qui profite la dette ?

Il n'est évidemment pas possible de démonter le mécanisme de la Dette en un seul article. Mais quelques rappels permettent en revanche de démontrer à quel point elle n'est pas légitime. Citons tout d'abord le point de vue du Directeur de la banque d'Angleterre de 1928 à 1941 (Sir Josiah Stamp) : " *Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est peut-être le tour de dextérité le plus étonnant qui fut jamais inventé. La banque fut conçue dans l'iniquité et est née dans le pêché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez la leur, mais...laissez-leur le pouvoir de créer l'argent et, en un tour de mains, ils créeront assez d'argent pour la racheter. Otez-leur ce pouvoir, et toutes les grandes fortunes comme la mienne disparaîtront et ce serait bénéfique car nous aurions alors un monde meilleur et plus heureux.*

Mais, si vous voulez continuer à être les esclaves des banques et à payer le prix de votre propre esclavage laissez donc les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler les crédits. ". Autrement dit : les banques prêtent de l'argent qu'elles n'ont pas et à cette occasion créent de la monnaie.

Prenons maintenant le cas de la France. Jusqu'en 1973, l'Etat empruntait à la Banque de France qui avait été nationalisée en 1945. Puis, l'Etat récupérait les dividendes de sa banque centrale. Cela revenait à emprunter à taux zéro et la Dette était alors quasi-nulle. Répondant aux exigences du Capital financier, le gouvernement Pompidou-Messmer fait adopter par l'assemblée nationale, la loi du 4 janvier 1973 qui interdit à l'Etat d'emprunter à la Banque de France. Dès lors, la Dette s'envole. Pour sa part, la CGT évalue à 1400 milliards d'euros le montant total des intérêts de la dette versés aux banques depuis 1973 par l'Etat, soit l'équivalent de l'endettement actuel de l'Etat ! Un Etat qui consacre au versement de ces intérêts appelé " service de la Dette " près de 38% de son budget, soit l'équivalent de ce que lui rapporte l'impôt sur le revenu. Autant dire que les contribuables financent les banques.

l'Union européenne n'y a pas été de main morte, elle non plus. Le Traité de Maastricht que Mélenchon à l'époque présentait comme " un compromis de gauche " interdit tout emprunt des États auprès de leur Banque centrale et de la Banque Centrale Européenne. (Article 104 du traité) En 2007, l'article 123 du Traité de Lisbonne stipule : " Il est interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées "banques centrales nationales", d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque centrale européenne ou les Banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite. ". Et en mars 2011, le Pacte Euro-plus boucle la boucle : " l'accès à

l'assistance financière fournie par le MES (mécanisme européen de stabilité) sera accordé sous une stricte conditionnalité dans le cadre d'un programme d'ajustement macroéconomique et sur la base d'une analyse rigoureuse du niveau d'endettement public supportable, effectuée par la Commission et le FMI, en liaison avec la BCE. l'État membre bénéficiaire devra mettre en place les modalités appropriées d'une participation du secteur privé, en fonction de la situation qui lui est propre et en totale conformité avec les pratiques du FMI. ". Ces programmes d'ajustements, on le sait, préconisent le recul de l'âge de la retraite et de lier les salaires à la productivité. Ce sont des plans d'austérité draconiens de privatisations, de baisse des salaires qui plongent les pays membres de l'Union européenne dans la misère les uns après les autres. (Sources : document du " front syndical de classe " / " La dette, un hold-up, un outil de domination juin 2011).

Bien entendu, la crise d'ensemble du système capitaliste ne se résume pas à la crise de la Dette qui en est un des effets. Mais si nous considérons tous au NPA que les travailleurs et la population ne doivent pas payer leur crise, cela doit nécessairement nous conduire à inscrire dans le Plan d'Urgence de notre candidat Philippe Poutou cette revendication clé qu' est : annulation totale de la dette.

l'antilibéralisme n'est rien

Tel n'est pas le point de vue des antilibéraux qui soutiennent, quant à eux, qu'il y a " une bonne dette publique et un bon déficit public qui constituent un facteur de progrès ". En gros, les dettes contractées pour financer des investissements utiles doivent être honorées et les dépenses fiscales en faveur des détenteurs du capital et des plus hauts revenus doivent être assumées par ceux qui en ont bénéficié. Jacques Généreux écrit donc pour le compte de Mélenchon : " on doit faire la part de la dette légitime qui devra être assumée par les Etats et la part de la dette illégitime devra être assumée par ceux qui en ont tiré profit " et préconise " l'annulation partielle de la dette publique détenue par les établissements financiers et par des prélèvements fiscaux exceptionnels échelonnés sur plusieurs années " Une annulation partielle échelonnée dans le temps, en somme car il n'est pas question de mettre ces genslà sur la paille. Et, il n'est pas question non plus de nationaliser ces établissements financiers. Jacques Généreux le dit très clairement : " on ne peut confier la création de monnaie et la distribution de crédits ni au seul Etat ou à une seule banque publique, ni à des banques privées guidées par le seul intérêt de leurs actionnaires " et de proposer " la refonte du système financier combinant à terme une seule banque centrale, des banques publiques et des banques privées

de type mutuelles ou coopératives ". A terme, c'est-à-dire, aux calendes grecques. Et, le tout, dans le cadre de l'Union européenne. La leçon à retenir est la suivante : la population devrait payer la dette due aux " investissements utiles " pour lesquels elle a déjà payé des impôts années après années. Des impôts qui ont servis, comme on l'a vu, à payer le service de la Dette. La question qu'élude Généreux est : comment se fait-il que l'Etat doive emprunter pour financer des investissements utiles ? La réponse tombe sous le sens : il paye, rubis sur l'ongle, le service de la dette et accorde à tour de bras les aides financières aux entreprises. Dès lors, l'Etat doit encore et toujours emprunter, pour tout et rien. Il n'y a donc aucune raison légitime de régler les dettes dites " utiles ". Là encore, les propositions de Généreux sont bien en deçà de celles du Parti socialiste en 1936 dont la plateforme revendiquait : " la nationalisation des grandes industries-clés et du crédit ". Décidemment, l'antilibéralisme n'est rien.

(Sources : J. Généreux. Nous, on peut ! Seuil Septembre 2011)

Nous ne pensons donc pas que la ligne de fracture dans ce pays soit ce clivage entre antilibéraux et libéraux. D'autant qu'il y a désormais des antilibéraux " des deux rives " puisque, outre Dupont-Aignan, Marine Le Pen s'y réfère de plus en plus. La réelle ligne de partage des eaux se situe entre ceux qui entendent défendre les revendications vitales des salariés, leurs acquis sur le terrain de la lutte des classes et ceux qui veulent nous faire payer plus ou moins " équitablement " la crise. D'un côté, ceux qui militent pour un plan d'urgence comportant de premières mesures anticapitalistes et de l'autre, des libéraux et des antilibéraux de toutes sortes, de gauche ou de droite, qui se cramponnent au système capitaliste. De ce point de vue, il est clair que Philippe Poutou ne sera pas un candidat de plus mais l'interprète des aspirations anticapitalistes d'un nombre croissant de salariés, de jeunes, de chômeurs.

Daniel Petri,

le 12 décembre 2011

Modifié le lundi 29 avril 2013

Voir aussi dans la catégorie Chroniques d'une chute de Régime

« Bonjour Jean-Luc, c’est Arnaud Montebourg »

C’est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Un campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste...

De l’état d’urgence sanitaire à l’État policier

État d’urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l’unique ordonnance que Macron et son...

2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre...

Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d'activité, allocation spécifique de... »

Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd'hui va au-delà de l'avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C'est de son autorité politique et de sa capacité à... »

Ce qui se dessine

Où l'on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffre avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l'on voit la cote de... »